

# Couverture vaccinale : les faiblesses françaises

La campagne vaccinale contre le Covid-19 échoue à toucher correctement certaines catégories de la population

L'histoire de la campagne de vaccination française contre le Covid-19 est désormais bien connue. Du moins dans ses grandes lignes : après un début poussif et malgré une certaine défiance d'une partie de la population, les Français se sont convertis en masse. Avec près de 84 % de la population de plus de 5 ans immunisée avec deux doses et 62 % protégée par le rappel, la France figure parmi les meilleurs élèves européens. L'Espagne, l'Italie ou le Danemark font un peu mieux. Mais la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, la Grèce et bien d'autres restent derrière. Hors d'Europe, même, les Etats-Unis, pays de Pfizer et Moderna, et Israël, champion supposé de l'immunisation, affichent un taux de couverture inférieur.

Sauf qu'un film ne se réduit pas à son pitch, pas même un feel-good movie. Et l'image d'ensemble cache des zones d'ombre. « Indiscutablement, il y a des trous dans la raquette, admet Alain Fischer, président du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale. Ça ne doit pas masquer les résultats globalement bons. Mais nous devons regarder ces faiblesses pour progresser. D'autant que certaines d'entre elles peuvent être préoccupantes. » Revue de détail.

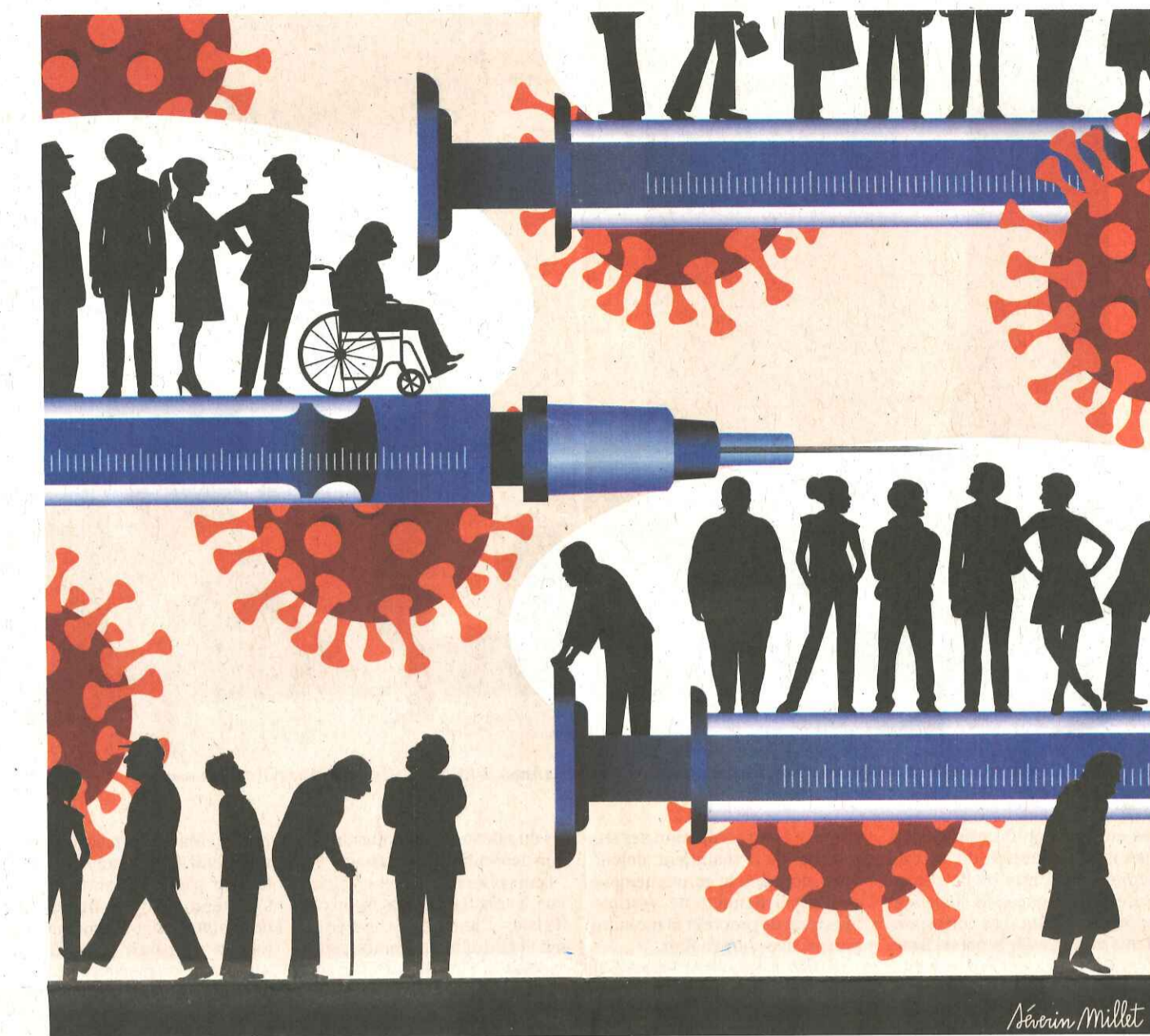
## Les plus de 80 ans non vaccinés

C'est sans aucun doute le talon d'Achille du dispositif de protection construit depuis deux ans et demi par les autorités sanitaires françaises, et une inquiétude qui ne passe pas : environ 450 000 personnes âgées de plus de 80 ans n'ont toujours pas reçu la moindre dose. « Cela reste notre plus grande menace », assure Alain Fischer. Car plus que tout autre facteur, le grand âge augmente le risque de forme sévère. A eux seuls, les plus de 80 ans représentent 45 % des personnes hospitalisées. Raison pour laquelle ils ont pu, les premiers, dès janvier 2021, bénéficier de la vaccination. Pourtant, une sorte de plafond de verre s'est installé : alors que les autres catégories d'âge progressaient rapidement, les plus vieux ont résisté.

Un constat qui nous distingue de nos voisins. Les Anglais, les Espagnols, les Portugais, les Italiens ont protégé presque tous leurs aînés. En France, pas loin de 10 % échappent au dispositif. « A système comparable, nous sommes les plus mauvais d'Europe dans cette catégorie », regrette Olivier Guérin, professeur de gériatrie au CHU de Nice et membre du Conseil scientifique. Depuis un an, nous ne progressons pratiquement plus. Nous avons beaucoup tenté pour atteindre ces populations. Mais le résultat est clairement décevant. Plus de 40 000 opérations dites d'« aller vers » ont ainsi été mises en place. Des bus itinérants, des expérimentations avec La Poste, le recours aux fichiers canicule établis depuis 2004, la relance des généralistes pour qu'ils traquent leur patientèle... En vain.

Les Ehpad, cette fois, n'y sont pour rien. Après le désastre des premiers mois de la pandémie, ils ont vacciné en masse, schéma initial comme rappel. Et les résultats, collectés par le démographe Jean-Marie Robine (Institut national de la santé et de la recherche médicale, Institut national d'études démographiques), en témoignent : « Alors qu'au cours de la première vague, la moitié des morts venaient des Ehpad, qu'ils comptaient encore pour 32 % des décès sur la deuxième, l'arrivée des vaccins a fait chuter leur part à 9 % pour les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vagues », résume-t-il.

Pourquoi, à l'inverse, ce blocage dans la population à domicile ?



« Est-ce un refus de la vaccination, un éloignement du système de soin ? Une conjonction des deux ? s'interroge Olivier Guérin. Nous sommes condamnés aux hypothèses. »

## La 4<sup>e</sup> dose des personnes âgées

C'est le deuxième clou dans la chaussure de nos aînés. Depuis le 14 mars, les plus de 80 ans et les résidents des Ehpad sont invités à recevoir une deuxième dose de rappel, trois mois après la première. Cette indication a été étendue aux 60-79 ans le 7 avril, cette fois six mois après la précédente injection. Et les résultats restent médiocres : 11,2 % des plus de 80 ans y ont eu recours, 2,7 % des 60-79 ans, selon la direction générale de la santé (DGS). Ce dernier chiffre doit toutefois être tempéré. En réalité, 147 000 des 550 000 personnes éligibles ont bénéficié de cette protection supplémentaire, soit 26 %. « Si on y ajoute les personnes qui ont été infectées par Omicron entre-temps, ça commence à faire du monde, indique Alain Fischer, les efforts semblent commencer à payer. En revanche, là encore, les plus âgés résistent. »

Après avoir temporisé, les Ehpad se mobilisent. Mais en ville, cette 4<sup>e</sup> dose ne touche que 17 % des plus de 80 ans éligibles. « Le discours ambiant qui martèle qu'Omicron n'est pas dangereux, que le vaccin ne protège pas du tout contre l'infection ou que le premier rappel protège déjà bien contre les formes graves est difficile à corriger », constate Alain Fischer.

D'autant que rien de tout cela n'est complètement faux. Une étude danoise publiée, vendredi 22 avril, dans le *Lancet Infectious Diseases* a montré que le risque d'être hospitalisé avec Omicron était de 36 % plus faible qu'avec Delta. Sauf qu'Omicron apparaît également nettement plus contagieux. Vaccination et mesures de protection restent donc indispen-

sables pour protéger le système de santé. De même, la protection vaccinale contre l'infection a chuté avec Omicron, comme le montrent les nombreuses réinfections. Elle reste pourtant de près de 50 % pendant les quatre premières semaines, ce qui en terme de santé publique et en pleine vague de contamination, n'est pas négligeable. Enfin la 3<sup>e</sup> dose demeure effectivement largement efficace pour éviter les formes sévères. Mais elle s'affaiblit avec le temps, comme l'ont montré plusieurs études, en particulier chez les personnes les plus fragiles ou les plus âgées. Premières vaccinées, elles se retrouvent désormais les plus exposées.

Les autorités surveillent donc tous les indicateurs : ceux de la vaccination, ceux des hospitalisations, ceux de la baisse actuelle des contaminations. En espérant voir enfin diminuer ce bilan de cent morts par jour, aussi effrayant qu'ignoré.

## La vaccination des 5-11 ans

Eligibles à une première injection depuis le 22 décembre 2021, un an, donc, après l'ouverture aux plus âgés, les enfants restent les grands oubliés de cette campagne. En quatre mois, moins de 5 % d'entre eux ont été immunisés. La faute aux parents hésitants, peu convaincus des bienfaits de cette protection dans une population très peu touchée par les formes graves ? Trop facile, disent tous les experts. « La responsabilité revient surtout aux médecins », affirme sans détour Alain Fischer. Et plus particulièrement à ses confrères pédiatres. « Pour une raison que je ne comprends toujours pas, les pédiatres qui utilisent depuis toujours la vaccination pour protéger contre des risques faibles n'y ont cette fois pas adhéré. Comme s'ils gardaient l'idée initiale que le Covid ne touchait pas du tout les enfants. »

Pédiatre à l'hôpital Femme-Mère-Enfants de Lyon, le professeur

Alexandre Belot balaye aussi devant sa porte. « Nous n'avons pas joué notre rôle, admet-il. Dans le climat vaccinosceptique ambiant, il y a eu la crainte qu'un accident ne fragilise tout l'édifice de la vaccination. Par ailleurs, comme les plus jeunes sont devenus éligibles en pleine vague Omicron, de nombreux confrères ont pensé que, de toute façon, les enfants l'attraperaient et que cela vaudrait bien une vaccination pas parfaitement adaptée à ce variant. Ajoutez encore le sentiment que les enfants ne risquent rien, et vous tenez un cocktail assez funeste. »

Assez trompeur aussi. Si le vaccin protège peu les enfants contre l'infection par Omicron, il reste efficace à 68 % contre l'hospitalisation. Ainsi aux Etats-Unis, 90 % des enfants hospitalisés n'avaient pas été vaccinés, selon des données rendues publiques le 19 avril, par le Centre de contrôle des maladies infectieuses (CDC) d'Atlanta, et 30 % ne présentaient aucune comorbidité. Autant dire que le risque n'est « pas négligeable, loin de là », insiste Alexandre Belot. Sur les quelque 1 000 cas de syndromes inflammatoires multi-systémiques pédiatriques (PIMS) qui ont conduit les enfants en réanimation dans 66 % des cas, 220 sont attribués au dernier variant. « Vu la masse des enfants contaminés, on peut dire que c'est peu, moi je considère que c'est beaucoup et qu'il faudrait tout faire pour l'éviter », poursuit le praticien.

Plus grave peut-être encore, seuls 10 % des enfants souffrant de comorbidités ont été immunisés. Cancres pédiatriques, diabète,

pathologies cardiaques, rénales, respiratoire ou du système immunitaire, ils sont pourtant clairement menacés par le virus. « Et nous avons enregistré des décès, regrette Alexandre Belot. Ce n'est pas acceptable. Mon souhait, c'est qu'avec le reflux de la vague Omicron, chacun d'entre nous fasse son introspection pour qu'au moins la vaccination soit systématiquement proposée à ces enfants-là. »

## Le rappel des adolescents

La vaccination a connu un grand succès auprès des adolescents puisque 81 % des jeunes de 12 à 17 ans ont reçu les deux doses initiales. Toutefois, la campagne de rappel, ouverte le 24 janvier, a fait un flop spectaculaire, avec 16 % de troisième dose. Les chiffres sont sans doute trompeurs. Nombre de jeunes ont été contaminés cet hiver, ce qui pour eux valait immunisation. Néanmoins, on reste loin du compte. Lassitude généralisée, perception exagérée d'une absence de risques, moindre exposition médiatique de la pandémie : l'ambiance a pesé.

S'y ajoutent quelques explications spécifiques. D'abord une absence quasi-totale d'information. « Je pense que beaucoup de gens ne savent même pas que les adolescents doivent recevoir un rappel », estime Alain Fischer. Enfin le passe vaccinal a disparu. Soucieux de retrouver une vie sociale, nombre d'ados avaient poussé leurs parents à les conduire vers les centres de vaccination. Avec la fin du passe, fini la menace. « Comme là encore, généralistes et pédiatres ne jouent pas bien leur rôle, la dynamique est retombée », regrette Alexandre Belot.

Pour l'heure, les conséquences restent sans doute limitées. « Mais en réalité, c'est toute la démarche préventive qui est en cause, alerte le médecin. Personne ne sait à quoi ressemblera le prochain variant. Il peut être plus sévère. Or le rappel

Alors que les insuffisants rénaux sous dialyse ont payé un lourd tribut au Covid-19, seuls 57 % d'entre eux ont reçu leur rappel

renforce toutes les défenses, et plus encore quand il s'ajoute à une infection antérieure. C'est maintenant qu'il faudrait relancer la campagne de rappel des adolescents. »

## Les dialysés

Le constat est terrible. Alors que les insuffisants rénaux sous dialyse ont payé un lourd tribut au Covid-19, seuls 57 % d'entre eux ont reçu leur rappel. « C'est inacceptable », tranche Alain Fischer. Du reste, le 14 avril, le Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale (COSV) a transmis au gouvernement une note spécifique pour sonner l'alarme. Il y rappelle que, chez ces patients, 30 % des contaminés pendant la première vague sont morts et qu'au 31 mars la maladie avait emporté 4 % du total des dialysés. Si l'on ramenait ces chiffres à l'échelle nationale, avec une telle proportion, 2,5 millions de Français auraient péri du Covid-19. Grâce à la vaccination et à un schéma initial à trois doses, la mortalité a chuté spectaculairement chez les dialysés, et ce en dépit de leur système immunitaire affaibli. « Sauf que comme pour les autres patients, plus encore même que pour les autres patients, le rappel est indispensable », insiste Yvanie Caillé, fondatrice de Renaloo, l'association des patients atteints de pathologie rénale.

Le chiffre apparaît d'autant plus choquant que les dialysés sont des habitués du système de soin. Un public captif. Ils passent quatre à cinq heures, trois fois par semaine, dans leur centre de dialyse. « C'est justement le problème. Beaucoup de centres se sont désengagés de la vaccination, poursuit Yvanie Caillé. Or ces malades n'ont souvent plus de médecin généraliste, donc plus d'autres occasions de se faire vacciner. » Mal informés, certains pensent que leurs trois doses valent rappel. Et comme si cela ne suffisait pas, les dialysés ne peuvent bénéficier du Paxlovid, le nouveau traitement oral contre les formes graves, délétère dans leur situation. « La responsabilité des centres de dialyse est donc considérable », insiste Yvanie Caillé.

Président de la Société francophone de néphrologie, dialyse et transplantation (SFNDT) et professeur de néphrologie au CHU de Nancy, Luc Frimat estime, au contraire, qu'« on ne peut que louer les néphrologues et les équipes soignantes qui ont réussi à vacciner 95 % des dialysés et des transplantés avec 3 doses en schéma vaccinal initial ». Au 57 % de rappels réalisés, il demande aussi d'ajouter les 5 000 dialysés touchés par le Covid-19 au cours des six derniers mois, soit encore 10 % de leur population. Et invite à prendre en compte « la décision partagée avec le patient ou la patiente ».

Autant d'explications qui ne semblent pas convaincre Alain Fischer. Lui réclame que la vaccination soit tout simplement intégrée « dans la procédure très codifiée de la dialyse, ça serait juste une ligne supplémentaire dans le protocole ». Vendredi 22 avril, il espérait en convaincre la SFNDT lors d'un webinaire spécialement organisé par la société savante. ■

NATHANIEL HERZBERG

Environ 450 000 personnes âgées de plus de 80 ans n'ont toujours pas reçu la moindre dose